



ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015

La science passée sous silence

CAMILLE MARTEL

Grande oubliée des débats électoraux, la science au Canada est un enjeu qui a pourtant fait les manchettes au cours des dernières années. Ici et partout dans le monde, les politiques canadiennes ont suscité de vives critiques. À quelques jours du scrutin, *La Presse* présente les principaux engagements des partis politiques sur le sujet.



PHOTO JONATHAN HAYWARD, LA PRESSE CANADIENNE
Les conservateurs ont créé un déséquilibre entre le financement de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée, déplore l'ACFAS.

Le financement

« Les conservateurs ont diminué le budget alloué à la recherche scientifique », note Elyse Amend, candidate au doctorat à l'Université McGill et coauteure d'un article scientifique sur le sujet. « De concert avec l'idéologie néolibérale, ils ont fait des coupes un peu partout », souligne-t-elle.

Or, une plus grande part du budget a été allouée à la recherche appliquée. « Il y a un déséquilibre entre la science fondamentale et la science appliquée », décrit Louise Dandurand, présidente de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS). Pourtant, la première alimente la deuxième, précise-t-elle.

Les partenariats avec le privé ont aussi été favorisés par le gouvernement et plusieurs laboratoires ont été fermés.

Contrôle de l'information

En 2007, de nouvelles normes ont été appliquées aux organismes fédéraux. Elyse Amend rapporte que le protocole à Environnement Canada

obligeait les scientifiques à obtenir une autorisation officielle avant de s'adresser à la presse. Ils auraient aussi été contraints à commenter leurs résultats de recherche en respectant les lignes du Parti conservateur, selon elle. Des éditoriaux dans les prestigieuses revues scientifiques *Nature* et *Science* ont dénoncé cette situation.

Selon Katie Gibbs, cofondatrice de Evidence for Democracy, le « muselage » des scientifiques empêche le public d'avoir accès à de l'information pourtant financée publiquement.

Preuves scientifiques ignorées

Les anglophones appellent « evidence-based policy » les décisions politiques basées sur des données scientifiques. « Que ce soit au chapitre de l'économie ou de tout autre domaine, ce sont les recherches scientifiques qui devraient orienter les choix décisifs », soutient Katie Gibbs.

La transition de politiques basées sur des preuves scientifiques vers des politiques

basées sur l'idéologie du parti a marqué les dernières années, signale M^{me} Gibbs.

L'organisation Evidence for Democracy dénonce les politiques qui ont été instaurées à l'encontre des avis d'experts, notamment en ce qui concerne la lutte contre le crime organisé. « Cela est en accord avec leur ligne de parti et leurs valeurs. Ce n'est pas une surprise », constate M^{me} Amend.

Long recensement

L'abolition du long recensement en 2011 a aussi été remarquée. Il sert à orienter les décisions politiques importantes, souligne Katie Gibbs. Résultat: Il manque des données pour effectuer les recherches scientifiques.

« Malgré l'abolition du recensement, d'autres ordres de gouvernement ont besoin de ces informations », note M^{me} Dandurand. Par exemple, les municipalités ont dû produire elles-mêmes ces données afin de prendre des décisions qui touchent directement les citoyens, par exemple en santé ou en éducation.

« En conclusion, la facture a diminué au niveau fédéral, mais les dépenses ont augmenté à d'autres paliers », observe Louise Dandurand.

Conseiller scientifique national

La plupart des partis de l'opposition proposent le retour du poste de conseiller scientifique national, supprimé en 2008 lorsque le D^r Arthur Carty a démissionné. Le poste visait à assurer un lien entre la recherche scientifique, souvent technique, et la Chambre des communes. Il devait aussi orienter les prises de décisions à l'aide des meilleures connaissances scientifiques disponibles.

Pour Louise Dandurand, le retour de ce poste est une bonne idée. Il est important que le gouvernement reconnaisse qu'il a besoin d'un système de conseil, renchérit-elle. « Ce que l'on prône, c'est que les décisions politiques soient basées sur des données probantes, des résultats de recherche et non sur des tendances idéologiques. »

ENGAGEMENTS DES PARTIS

Parti libéral

- > Rétablissement du long recensement
- > Introduction du poste de directeur scientifique au Parlement dont le titulaire fera en sorte que la population puisse accéder à l'ensemble des travaux scientifiques du gouvernement
- > Soutien de la recherche et des travaux scientifiques et rétablissement de la liberté de parole des scientifiques

Parti conservateur

- > 1,5 milliard pour le fond d'excellence en recherche Apogée Canada, programme qui soutient les établissements postsecondaires
- > 1,33 milliard à partir de 2017-2018 afin de soutenir la Fondation canadienne pour l'innovation
- > 100 millions pour les Manufacturiers et exportateurs du Canada afin de supporter les projets basés sur les nouvelles technologies

NPD

- > Rétablissement du long recensement
- > Rétablissement du poste de conseiller scientifique national
- > Création du poste de directeur parlementaire des sciences pour veiller à ce que les parlementaires disposent du meilleur accès possible à l'analyse scientifique

Bloc québécois

- > Rétablissement du long recensement
- > Réinvestissement dans la recherche universitaire à la hauteur de ce qui existait avant les diminutions
- > Rétablissement projeté des programmes de recherche sur les changements climatiques, en priorisant ceux étant liés au Saint-Laurent